



Annales historiques de la Révolution française

332 | avril-juin 2003

Une révolution du pouvoir exécutif ?

Un étrange procès

Jean Bart



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/5513>

DOI : 10.4000/ahrf.5513

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2003

Pagination : 183-185

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Jean Bart, « Un étrange procès », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 332 | avril-juin 2003, mis en ligne le 22 avril 2008, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/5513> ; DOI : 10.4000/ahrf.5513

Tous droits réservés

UN ÉTRANGE PROCÈS

JEAN BART

Mon intention n'est pas d'engager une polémique avec Michel Vovelle, d'une part parce que son œuvre d'historien et toute son action au moment du bicentenaire ainsi qu'à la présidence de la « Commission d'histoire de la Révolution française » du *Comité des travaux historiques et scientifique*, imposent le respect. D'autre part, parce que la position qu'il a prise lors de la dernière réforme des structures de ce même *Comité*, alors que j'avais été élu à la tête de la Commission, est parfaitement respectable, même si je ne l'ai pas partagée, en particulier quant à ses conséquences pratiques, et même si je n'adhère pas à la thèse du complot entraînant dans un même combat historiographique à soubassements politiques, les autorités de tutelle du C.T.H.S., le Comité international des sciences historiques, la Société des études robespierristes, ou encore l'Institut d'histoire de la Révolution française... Cependant, il m'apparaît nécessaire de dire comment je vois les choses, d'apporter des précisions, voire de rectifier telle ou telle affirmation.

Personne ne peut nier que l'idée de réformer le C.T.H.S. a suivi de peu le changement de majorité intervenu en 1981 et que la solution de compromis acceptée en 1983 consistait à faire de la « Commission d'histoire de la Révolution française » une simple **commission** et non pas une **section** du C.T.H.S., tout en conservant une autonomie relative. D'autre part, lorsque la réforme aboutissant à l'arrêté du 11 février 2000 a été remise sur le chantier, le ministre de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie a pu se prévaloir du soutien de son administration, de celui de la Commission centrale du C.T.H.S., comme de toutes les sections de celui-ci, y compris celles avec lesquelles nous collaborions. Enfin, les membres de la Commission d'histoire de la Révolution française, saisis par moi comme son président, ont adopté à la quasi-unanimité une motion rédigée par Claude Mazauric protestant contre la décision de fusionner leur commission au sein d'une section plus large, intégrant l'Ancien Régime et le premier

XIXe siècle. Force est de constater que le ministre n'en a pas tenu compte, pas plus que de l'interpellation vigoureuse de Michel Vovelle. N'oublions pas que le C.T.H.S. n'est pas une société savante ni une association relevant de la sociabilité académique, mais un organe d'État présidé par le ministre qui nomme ses membres et exerce la tutelle. C'est à lui qu'appartient le pouvoir de décider, et l'on connaît sa décision : l'arrêté du 11 janvier 2000.

Dès lors, que fallait-il faire ?

Après avoir protesté solennellement sans qu'on ait daigné lui répondre, Michel Vovelle a démissionné. C'était son droit et il a pris librement ses responsabilités, mais j'ai regretté sa décision, pensant que nous pouvions, tous ensemble, sauvegarder l'essentiel.

Tous les autres membres (1) de la ci-devant Commission sont restés en place. Ils ont donc rallié la *Section d'histoire du monde moderne, de la Révolution française et des révolutions* et ils ont, sur ma proposition, constitué, ce qui était rendu possible par l'article 13 de l'arrêté du 11 février 2000, sans violer son texte, une commission transversale réunissant les historiens de la Révolution française membres de ladite section, et tous ceux et celles qui, membres d'autres sections, telles, par exemple, que celle des *sciences, d'histoire des sciences et des techniques et de l'archéologie industrielle*, s'intéressaient à la décennie révolutionnaire, de la même façon qu'était constituée une « Commission d'histoire moderne ». Nous avons pu ainsi poursuivre la politique éditoriale et scientifique au sein de notre commission qui, tout naturellement, a reçu le nom que j'ai proposé et qui a été choisi à l'unanimité de... *Commission Jean Jaurès d'histoire de la Révolution française*, appellation qui a été, du même coup, officialisée, (alors que la dénomination ancienne de *Commission Jaurès* n'était, semble-t-il, qu'un usage). Simple satisfaction symbolique, sans grand effet ? Peut-être mais nous savons que les symboles ont leur importance.

D'autre part et surtout, après plus de deux ans de fonctionnement, l'avis général est que le système mis en place ne fonctionne pas si mal. La Commission Jean Jaurès se réunit souvent, autant que la Section elle-même. Elle est maîtresse de sa politique éditoriale, ce qui s'est traduit par la publication de quatre ouvrages de qualité issus de thèses de doctorat, qui sont un succès de librairie ; la collection *Format* accueille bon nombre d'éditions ou de rééditions portant sur la période qui nous est chère. La Commission débat des thèmes spécifiques choisis pour le Congrès annuel et participe à sa préparation. Les débats en son sein, toujours très animés, réunissent une proportion importante de ses membres. Les relations avec les autres membres de la Section, spécialistes d'histoire moderne, sont bonnes et, à mon avis fécondes.

(1) Postérieurement, deux membres de la Commission ont été « considérés comme démissionnaires », en application de l'art. 6 (alin. 5) de l'arrêté du 11 février, et une démission volontaire est intervenue, bien après, pour raisons personnelles.

Cette *Commission Jean Jaurès d'histoire de la Révolution française* est-elle assurée de durer? Nul ne le sait ; elle suivra peut-être le sort de la précédente. Mais le problème du rapport de la France et de la République à « sa » révolution fondatrice ne peut se résoudre seulement à l'avenir et au statut d'un organe ministériel quel que soit le prestige de celui à qui on la doit et l'attachement que nous avons tous, autant moi que d'autres, à sa mémoire. Personne n'a le droit d'en douter. D'ailleurs si nous devons claquer la porte d'une institution où nous avons été élus ou nommés, lorsque la décision finalement prise ne répond pas à nos attentes, nous ne siégerions plus nulle part... En sauvant ce qui pouvait l'être et en continuant à agir de l'intérieur sans abandonner nos convictions - ce qui n'est pas forcément une situation confortable -, je ne pense pas qu'aucun(e) d'entre nous puisse accepter l'accusation de « se soumettre à la pensée unique du libéralisme aujourd'hui hégémonique ».

La lettre de Michel Vovelle déborde le cadre des activités du C.T.H.S. auquel je me limite ici. Elle fait cependant indirectement allusion à l'une des publications de notre Commission, mettant en cause notre ligne éditoriale comme notre orientation scientifique, et c'est pourquoi je tiens à la relever. On assisterait à une prétendue valorisation des républicains directoriaux ralliés à la Constitution de l'an III, qui porterait ombrage à ceux de l'an II. Sans être devin, chacun peut y voir une mise en cause des travaux du secrétaire de la Commission, Bernard Gainot, dont la thèse a été publiée en 2001 par le C.T.H.S. sous le titre : *1799. Un nouveau jacobinisme?* (n'oublions pas le point d'interrogation). N'est-ce pas un étrange procès d'intention? La thèse a été dirigée par M. Vovelle qui a lui-même demandé sa publication, et qui, par ailleurs, a encouragé Pierre Serna à entreprendre une thèse sur Antonelle qu'il a couverte d'éloges et qui va plus loin dans la réhabilitation des « républicains-démocrates » du Directoire... En tant que dernier président de la *Commission d'histoire de la Révolution française*, et premier président de l'actuelle *Commission Jean Jaurès...*, je ne me sens pas coupable d'une entreprise de dévalorisation du jacobinisme de 1793 ; et pas davantage des accusations d'un « machisme » formulées ailleurs (2) et parallèlement, qui serait le fait tant de notre Commission que de la Société des études robespierristes, une fois de plus mises dans le même sac. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : depuis que les statuts des deux organismes ont été modifiés, à peu près en même temps, il n'y a jamais eu autant de membres féminins aussi bien dans l'un que dans l'autre ! Je crois que nous avons mieux à faire que d'entretenir entre « frères (et sœurs) et amis », de stériles querelles.

Jean BART

(2) Cf. l'Avant-propos de Christine PEYRARD (pp. 11-12) de l'ouvrage : *Héritages de la Révolution française à la lumière de Jaurès*, sous la direction de Christine PEYRARD et Michel VOVELLE, coll. « Le temps de l'Histoire », Aix-en-Provence, 2002, 195 p.